

Avertissement : depuis janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon le dispositif rénové par l'Insee et une rétopolation a été effectuée jusqu'en 2012. Il en résulte un relèvement en niveau des créations d'entreprises, en particulier dans le commerce. Les données de cette publication tenant compte de ce changement ne sont donc pas comparables à celles des productions des années précédentes.

Sommaire

1. Vue d'ensemble de la création d'entreprise	page 2
2. La création d'entreprise par secteur d'activité	page 3
3. La création d'entreprise par statut juridique	page 6
4. La création d'entreprise par taille et emplois créés	page 7
5. Focus zones d'emploi	page 8
6. Focus communes	page 9
7. Focus zones de revitalisation rurale (ZRR)	page 10
8. Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	page 11
9. Note méthodologique	page 12

La création d'entreprise dans le département en 2022 : principaux résultats

- 23 958 entreprises ont été créées dans le département de la Seine-et-Marne en 2022, représentant 8 % des nouvelles entreprises de l'année de la région Île-de-France.
- La création d'entreprise sur ce territoire augmente ainsi de + 1 % par rapport à 2021, contre + 4 % Île-de-France et + 1 % en France métropolitaine hors Île-de-France.
- Dans ce département, la dynamique entrepreneuriale a surtout été portée par les micro-entrepreneurs : + 2 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre + 0 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- Le département compte 170 créations pour 10 000 habitants, contre 239 en Île-de-France et 142 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- A minima, 1 655 emplois ont été créés dans le département par les 581 nouvelles entreprises de l'année qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 53 % de la création totale d'entreprise du département. Les trois premières sont :
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 2 168 créations (+ 43 %) ;
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 1 778 créations (- 48 %) ;
 - autres services personnels n.c.a. (9609Z) avec 960 créations (+ 11 %).
- Les 3 activités avec la plus forte hausse du nombre de créations d'entreprises sont :
 - post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision (5912Z) avec 58 créations (+ 107 %) ;
 - organisation de foires, salons professionnels et congrès (8230Z) avec 76 créations (+ 105 %) ;
 - activités de sécurité privée (8010Z) avec 60 créations (+ 100 %).
- 201 entreprises ont été créées en Zones de revitalisation rurale (ZRR ; soit 1 % des créations du département), 4 025 en Zones d'aide à finalité régionale (AFR ; 17 %), 1 828 dans les Petites villes de demain (PVD ; 8 %) et 3 192 dans les communes Actions cœur de ville (ACV ; 13 %).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 226 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2020 (dernière année disponible). Il est de 197 en Île-de-France et de 181 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- 1 231 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2020 (dernière année disponible), soit 6 % de la création d'établissement dans le secteur marchand non agricole du département (20 694).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs du département, de sa région et de la France métrop. hors Île-de-France

Année 2022	Seine-et-Marne	Île-de-France	France métropolitaine hors Île-de-France
Créations d'entreprises	23 958	291 484	746 101
Micro-entrepreneurs ^a	15 914	173 195	467 902
Entreprises classiques	8 044	118 289	278 199
Stock d'entreprises	106 159	1 477 478	4 117 399
Taux de renouvellement (‰) ^c	226	197	181

Évolution annuelle (%)

Créations d'entreprises	+ 1,0	+ 3,5	+ 1,1
Micro-entrepreneurs ^a	+ 1,5	+ 2,4	+ 2,5
Entreprises classiques	+ 0,0	+ 5,1	- 1,2

Création dans les territoires "aidés"

Zones de revitalisation rurale (ZRR)	201	201	105 447
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	4 025	24 180	235 551
Petites villes de demain (PVD)	1 828	4 216	75 928
Actions cœur de ville (ACV)	3 192	12 501	86 808
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	1 231	30 920	42 065

Création pour 10 000 habitants

Toutes communes confondues	170	239	142
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	139	139	110
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	166	190	127
Petites villes de demain (PVD)	157	157	116
Actions cœur de ville (ACV)	184	193	141
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	136	197	129

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-2 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2020.

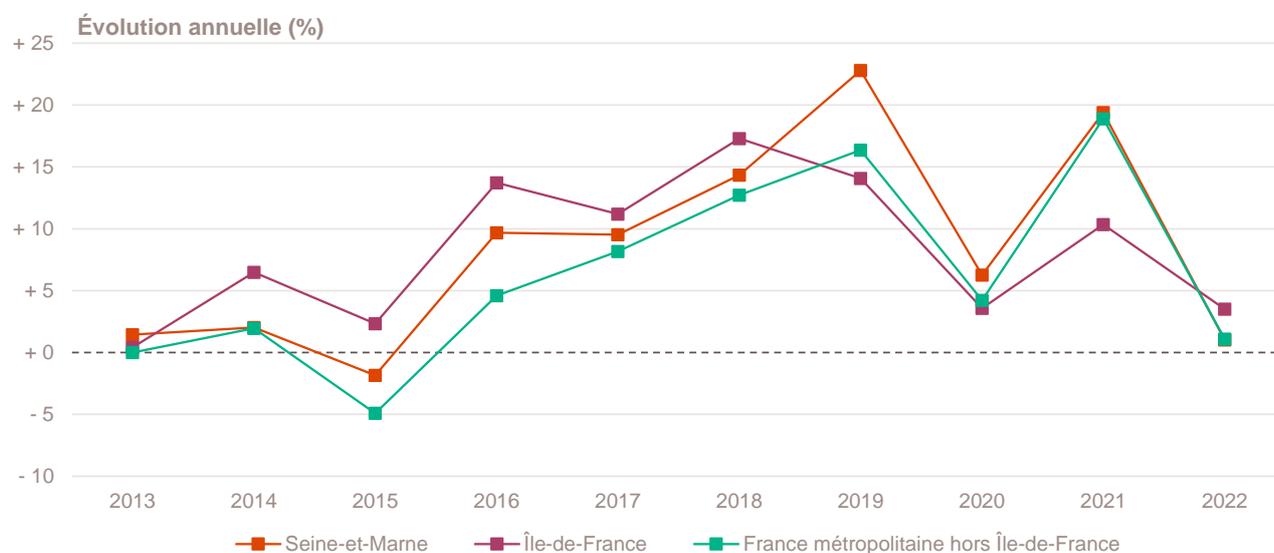
c. Rapport pour mille (‰) du nombre de créations en 2022 sur le stock d'entreprises existantes au 31 décembre 2020 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2020 (dernière année disponible). Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2013



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvellement (‰)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)
Activités secondaires	3 071	152	+ 13,8	+ 2,1	52,0
Industrie	979	216	+ 19,5	+ 7,7	61,2
Construction	2 092	133	+ 11,3	+ 0,4	47,7
Activités de type commerce	6 264	197	- 11,4	+ 7,4	62,7
Commerce de détail	1 998	203	- 23,9	+ 7,1	48,0
Commerce de gros	1 074	179	- 11,9	+ 8,2	74,8
Commerce de bouche ^a	68	94	- 18,1	+ 11,2	39,7
Commerce et réparation automobiles	592	183	- 1,5	+ 5,6	51,5
Hébergement	71	146	+ 73,2	+ 9,6	39,4
Restauration	625	139	- 24,2	+ 9,8	38,2
Services en direction des personnes	1 836	263	+ 9,7	+ 6,9	85,2
Activités de type services	14 623	270	+ 4,8	+ 12,2	71,1
Immobilier	586	167	+ 2,6	+ 8,9	41,3
Transports et entreposage	2 725	329	- 37,5	+ 31,4	79,4
Activités scientifiques et techniques	4 294	351	+ 27,9	+ 10,9	80,3
Activités de soutien aux entreprises	1 935	308	+ 46,0	+ 6,4	69,9
Information et communication	1 555	340	+ 22,3	+ 8,7	73,1
Enseignement	1 179	278	+ 19,3	+ 8,7	84,8
Arts, spectacles et activités récréatives	681	184	+ 32,2	+ 1,2	68,4
Santé humaine et action sociale ^b	1 012	121	+ 2,2	+ 8,5	47,2
Activités financières et d'assurance	656	223	+ 13,9	+ 10,1	16,0
Activités des sociétés holding	210	133	- 5,8	+ 9,4	0,0
Total Seine-et-Marne	23 958	226	+ 1,0	+ 9,0	66,4

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

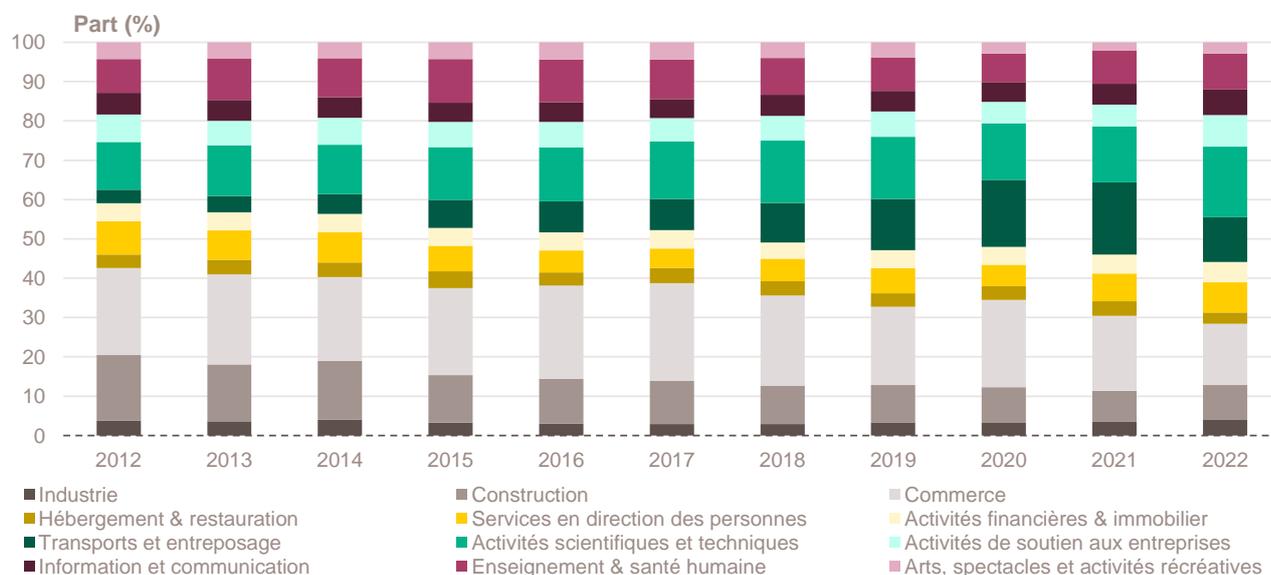
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2022, 23 958 entreprises ont vu le jour en Seine-et-Marne, un nombre en hausse de + 1 % par rapport à 2021, pour une évolution annuelle moyenne de + 9 % entre 2012 et 2021. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur des activités scientifiques et techniques, avec 351 nouvelles entreprises en 2022 pour 1 000 entreprises existantes en 2020 dans ce secteur (226 sur l'ensemble du département, tous secteurs confondus).

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

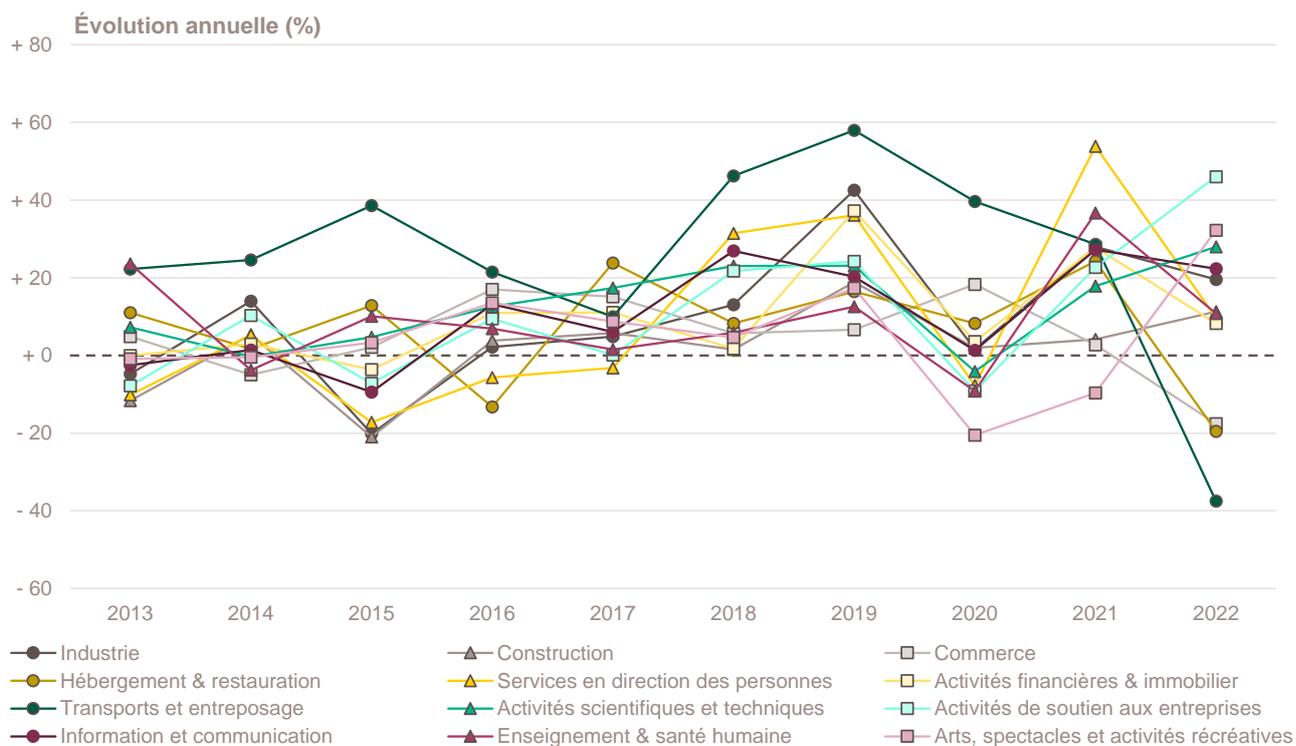
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2012



Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2013



Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 168	+ 42,8	+ 15,6
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	1 778	- 48,0	+ 93,5
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	960	+ 11,2	+ 10,8
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	746	+ 65,4	+ 17,2
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	656	- 18,0	+ 10,3
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	600	+ 48,1	+ 17,1
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	600	+ 7,3	+ 16,9
4799A - Vente à domicile	560	- 39,2	+ 18,5
7410Z - Activités spécialisées de design	481	+ 12,9	+ 14,5
6201Z - Programmation informatique	472	+ 23,2	+ 11,5
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	467	+ 35,4	+ 8,9
9602B - Soins de beauté	420	+ 26,9	+ 4,3
8559B - Autres enseignements	388	+ 14,8	+ 18,9
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	386	- 15,0	+ 16,2
4321A - Travaux d'installation électrique dans tous locaux	363	+ 13,4	+ 2,7
5610C - Restauration de type rapide	341	- 42,0	+ 14,5
6831Z - Agences immobilières	328	- 4,1	+ 11,3
4791A - Vente à distance sur catalogue général	305	- 24,7	+ 17,2
4511Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	296	- 8,1	+ 7,4
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	291	+ 47,7	+ 3,5

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
5912Z - Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	58	+ 107,1	+ 5,0
8230Z - Organisation de foires, salons professionnels et congrès	76	+ 105,4	- 2,2
8010Z - Activités de sécurité privée	60	+ 100,0	- 6,3
3511Z - Production d'électricité	206	+ 90,7	+ 44,2
9001Z - Arts du spectacle vivant	54	+ 80,0	+ 4,0
5911B - Production de films institutionnels et publicitaires	70	+ 79,5	+ 3,0
8899A - Autre accueil ou accomp. sans hébergement d'enfants et d'adolescents	62	+ 77,1	+ 48,4
8560Z - Activités de soutien à l'enseignement	54	+ 68,8	+ 4,8
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	746	+ 65,4	+ 17,2
8130Z - Services d'aménagement paysager	90	+ 57,9	+ 0,2
5630Z - Débits de boissons	40	+ 53,8	+ 4,8
5610A - Restauration traditionnelle	132	+ 53,5	- 0,9
7010Z - Activités des sièges sociaux	66	+ 53,5	- 3,5
6630Z - Gestion de fonds	263	+ 52,0	+ 52,0
7311Z - Activités des agences de publicité	83	+ 50,9	- 3,7
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	600	+ 48,1	+ 17,1
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	291	+ 47,7	+ 3,5
5520Z - Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	48	+ 45,5	+ 8,4
4391B - Travaux de couverture par éléments	150	+ 42,9	+ 5,5
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 168	+ 42,8	+ 15,6

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 37,5 créations d'entreprises en Seine-et-Marne.

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
9529Z - Réparation d'autres biens personnels et domestiques	49	- 59,2	+ 7,6
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	1 778	- 48,0	+ 93,5
5610C - Restauration de type rapide	341	- 42,0	+ 14,5
4799A - Vente à domicile	560	- 39,2	+ 18,5
4941B - Transports routiers de fret de proximité	99	- 29,8	+ 4,6
8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.	45	- 29,7	+ 22,9
4711B - Commerce d'alimentation générale	60	- 27,7	+ 9,1
4791A - Vente à distance sur catalogue général	305	- 24,7	+ 17,2
4781Z - Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	43	- 24,6	- 2,9
6910Z - Activités juridiques	39	- 23,5	+ 4,3
6810Z - Activités des marchands de biens immobiliers	72	- 23,4	+ 10,6
4778C - Autres commerces de détail spécialisés divers	53	- 23,2	- 1,8
4110D - Supports juridiques de programmes	53	- 22,1	+ 8,4
4782Z - Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	45	- 19,6	- 9,2
7430Z - Traduction et interprétation	79	- 19,4	+ 8,0
4771Z - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	60	- 18,9	+ 4,9
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	656	- 18,0	+ 10,3
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	386	- 15,0	+ 16,2
1413Z - Fabrication de vêtements de dessus	59	- 14,5	+ 10,1
4334Z - Travaux de peinture et vitrerie	162	- 14,3	- 0,7

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 37,5 créations d'entreprises en Seine-et-Marne.

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

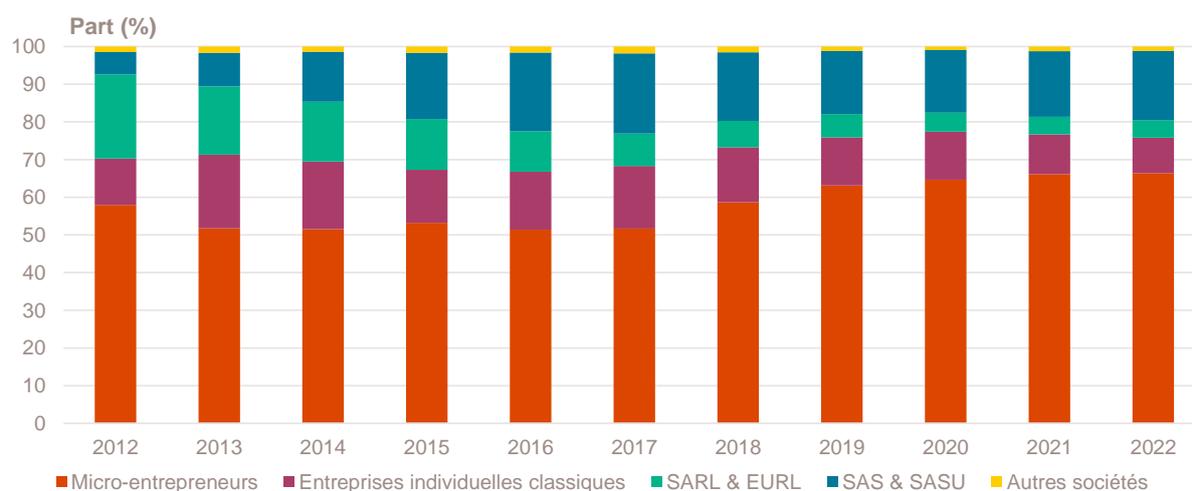
Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
Entreprises individuelles	18 164	75,8	- 0,1	+ 10,1
Micro-entrepreneurs	15 914	66,4	+ 1,5	+ 10,6
Entreprises individuelles classiques	2 250	9,4	- 10,5	+ 7,2
Sociétés	5 794	24,2	+ 4,8	+ 6,1
SARL & EURL	1 107	4,6	+ 1,2	- 8,5
SAS & SASU	4 406	18,4	+ 6,2	+ 22,8
SCI	0	0,0	- 100,0	- 20,6
Autres ^a	281	1,2	- 0,7	+ 7,9
Total Seine-et-Marne	23 958	100,0	+ 1,0	+ 9,0

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

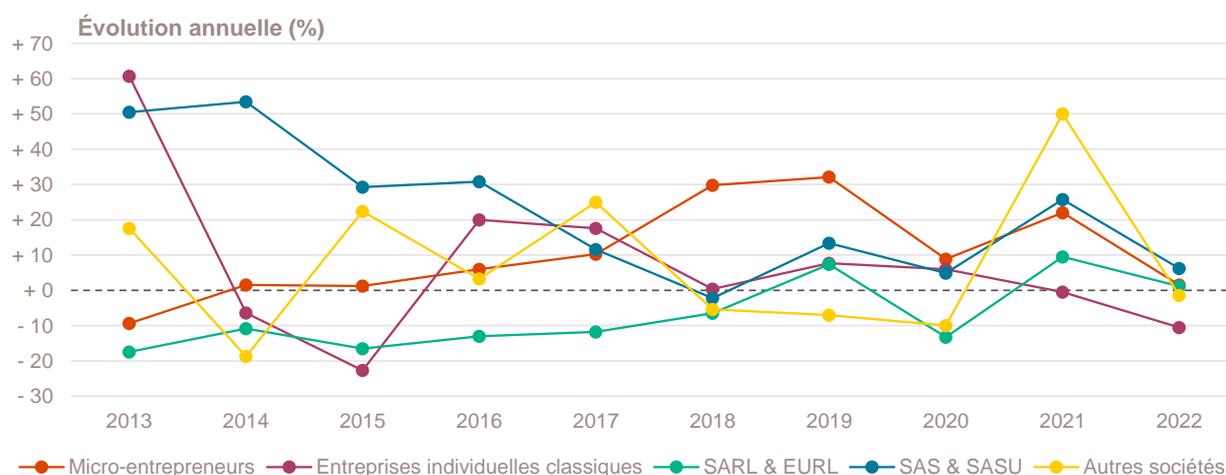
Création d'entreprise par nature juridique depuis 2012



Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2013



Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par taille et emplois créés

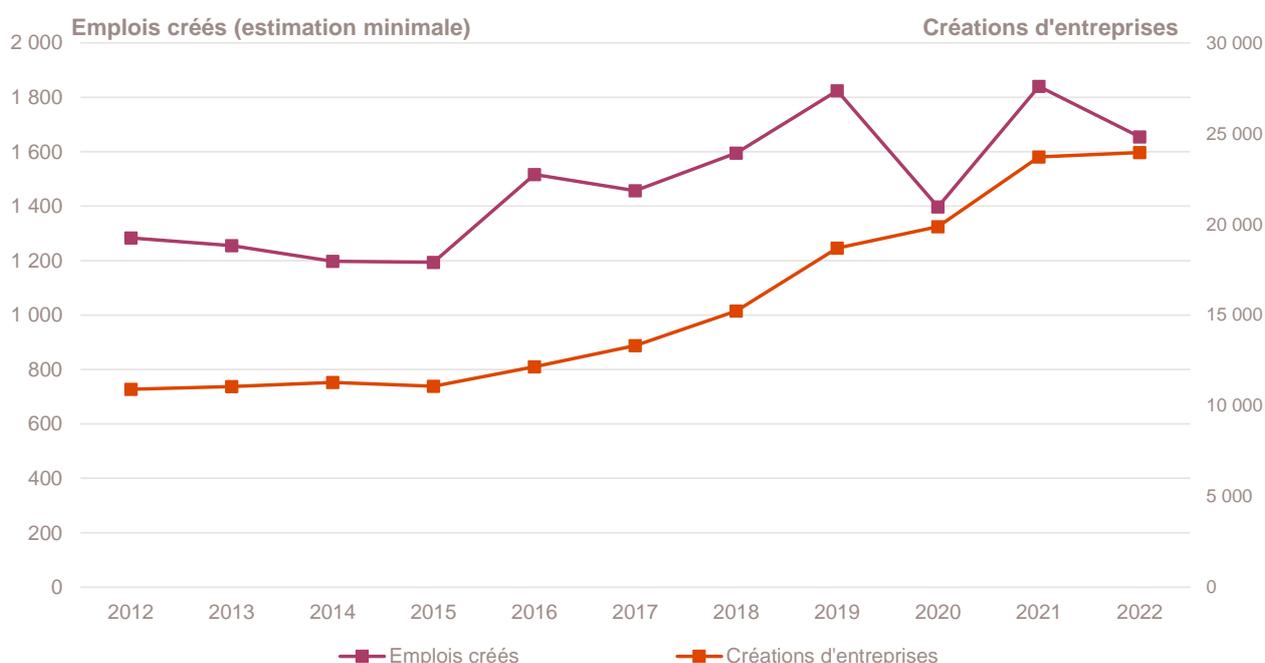
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
Non-employeuses (sans salarié)	23 377	97,6	+ 1,0	+ 9,3
Employeuses	581	2,4	+ 3,0	+ 1,1
1 à 2 salariés	429	1,8	+ 8,6	+ 0,8
3 à 5 salariés	42	0,2	+ 2,4	- 5,2
6 à 9 salariés	5	0,0	- 70,6	+ 5,0
10 salariés et plus	105	0,4	- 5,4	+ 6,3
Total Seine-et-Marne	23 958	100,0	+ 1,0	+ 9,0

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique une tranche pour le nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans le département.

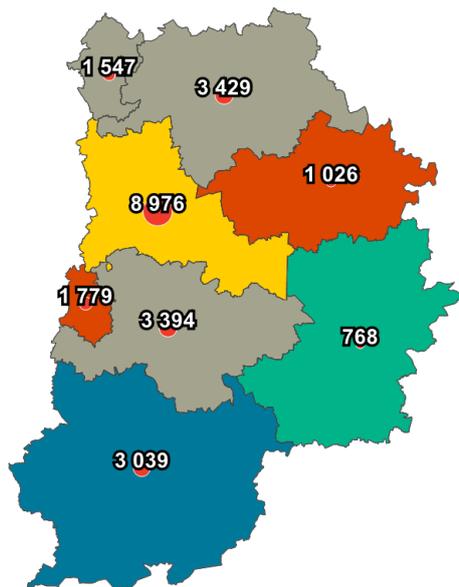
Lecture : en 2022, au moins 1 655 emplois ont été créés en Seine-et-Marne par les entreprises qui ont vu le jour dans l'année, soit une baisse de - 10,1 % par rapport à 2021 et une hausse de + 4,1 % en moyenne tous les ans entre 2012 et 2021.

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus zones d'emploi

Carte départementale de l'évolution de la création d'entreprise par zone d'emploi



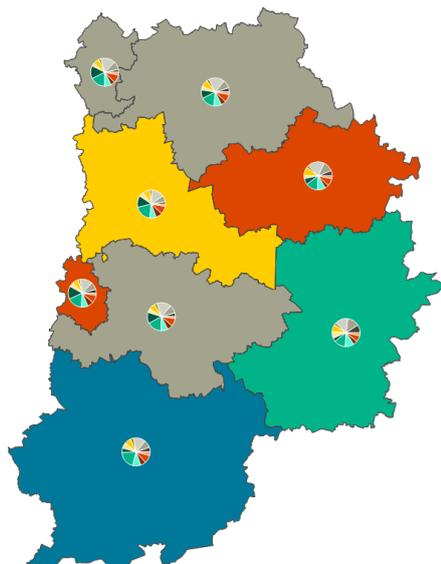
Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.
 Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

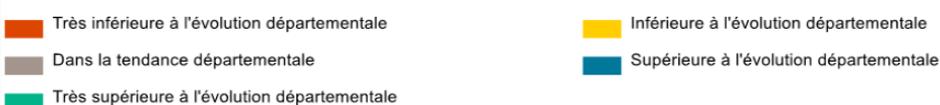
Carte départementale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par zone d'emploi



Répartition par secteur d'activité



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.
 Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus communes

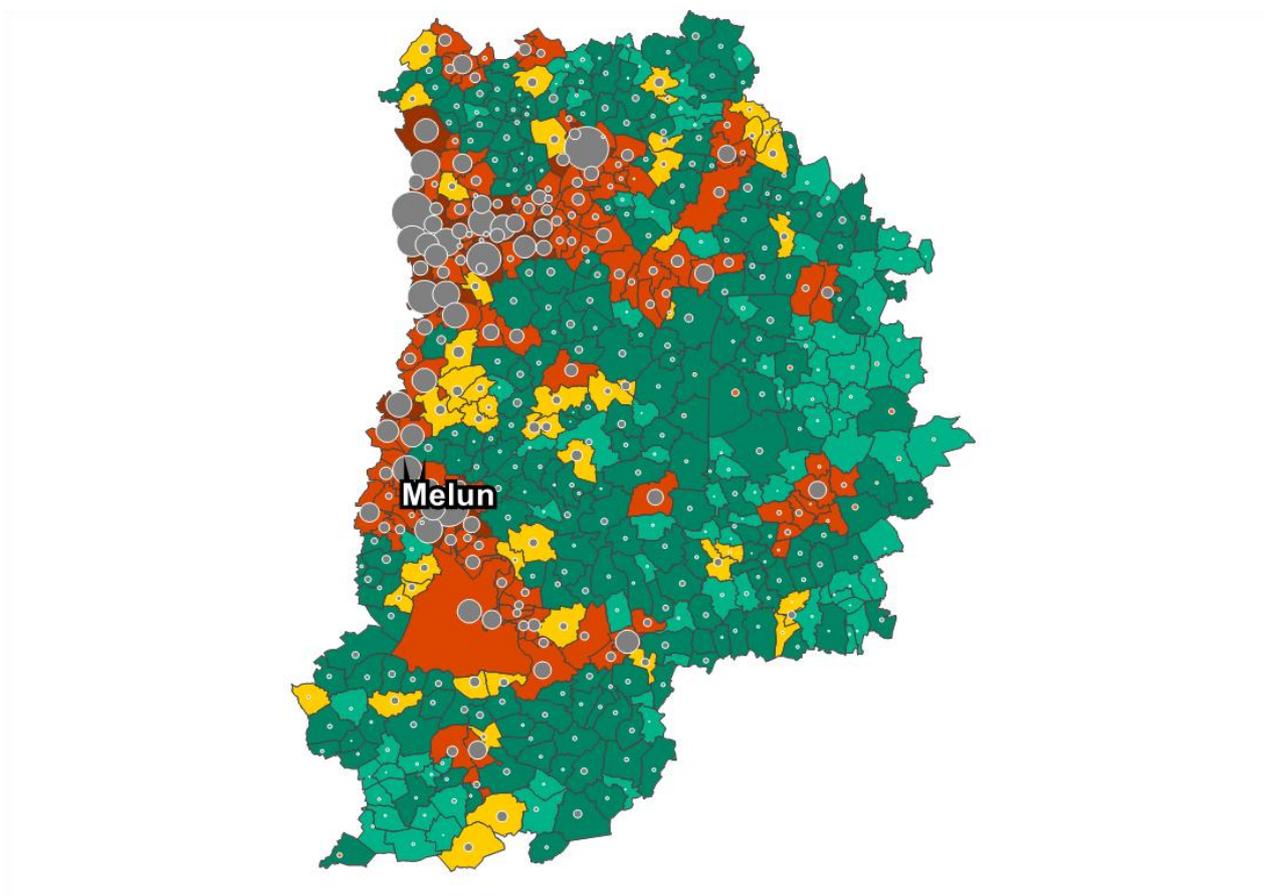
Création d'entreprise par type de commune

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part des créations en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale éloignée peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale périphérique très peu dense	360	1,5	19,7	+ 8,4	+ 4,1	207
Rurale périphérique peu dense	2 674	11,2	4,9	+ 8,3	+ 7,0	211
Bourg	0	0,0	---	---	---	---
Petite ville	1 550	6,5	0,0	+ 9,4	+ 6,2	197
Urbaine périphérique peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine dense	8 384	35,0	0,0	+ 0,1	+ 8,3	210
Urbaine très dense	10 990	45,9	0,0	- 1,2	+ 10,7	250
Total Seine-et-Marne	23 958	100,0	0,8	+ 1,0	+ 9,0	226

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR



Type de commune		
■ Rurale éloignée très peu dense	■ Rurale éloignée peu dense	■ Rurale périphérique très peu dense
■ Rurale périphérique peu dense	■ Bourg	■ Petite ville
■ Urbaine périphérique peu dense	■ Urbaine dense	■ Urbaine très dense

Note de lecture : la taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations d'entreprises dans la commune. La bulle des communes en Zones de revitalisation rurale (ZRR) est en rouge tandis que celle des autres est de couleur taupe.

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Zones de revitalisation rurale (ZRR)

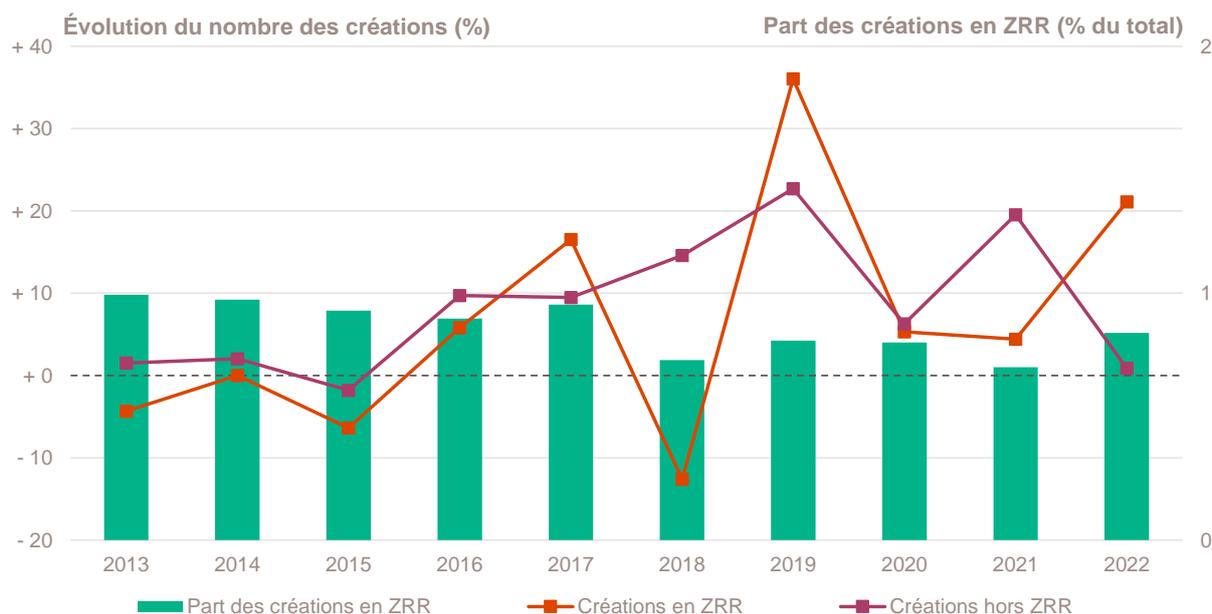
Création d'entreprise dans les ZRR

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Créations en ZRR	201	0,8	+ 21,1	+ 4,2	207
Créations hors ZRR	23 757	99,2	+ 0,9	+ 9,1	226
Total département	23 958	100,0	+ 1,0	+ 9,0	226

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise dans les ZRR depuis 2013



Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 10 des activités porteuses de la création d'entreprise dans les ZRR

Top 10 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part %
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	13	6,5
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	11	5,5
4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	10	5,0
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	9	4,5
3511Z - Production d'électricité	8	4,0
4520A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	7	3,5
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	7	3,5
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	7	3,5
6420Z - Activités des sociétés holding	7	3,5
4791A - Vente à distance sur catalogue général	5	2,5

Champ : Seine-et-Marne, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement par QPV

Année 2020	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvellement (‰)
QP077001 - La Renardière	21	116	512
QP077002 - La Grande Prairie	24	111	414
QP077003 - Schweitzer - Laennec	16	190	571
QP077004 - Orly Parc	37	222	755
QP077005 - Les Deux Parcs-Luzard	61	176	430
QP077006 - L'Arche Guedon	55	215	604
QP077007 - Le Mail	79	202	564
QP077008 - La Plaine De Lys - Bernard De Poret	145	173	628
QP077009 - Les Courtilleraie - Le Circé	78	114	286
QP077010 - Plateau De Corbeil - Plein-ciel	154	185	487
QP077011 - Les Mezereaux	20	79	250
QP077012 - L'Almont	85	165	390
QP077013 - Beauval Dunant	143	112	435
QP077014 - Surville	56	81	249
QP077015 - Les Fougères	24	152	358
QP077016 - Résidence Montmirail	11	98	275
QP077017 - Champbenoist	19	66	500
QP077018 - Anne Franck	20	99	513
QP077019 - Les Templiers	24	81	333
QP077020 - Mont Saint Martin	25	77	333
QP077021 - Quartier République Vilvaudé	28	175	475
QP077022 - Lugny Maronniers - Résidence Du Parc	42	112	230
QP077023 - Centre Ville - Quartier De L'Europe	51	163	282
QP077024 - Droits De L'Homme	13	114	406
Total QPV en Seine-et-Marne	1 231	136	409

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements au cours de l'année 2020 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2020, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour le département.

Champ : Seine-et-Marne, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Ce document repose sur les données brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, mais aussi sur les données du Code officiel géographique (COG), du recensement de la population (RP) et des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), toutes mises à disposition par l'Insee.

Sont également utilisées des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes relevant des zones ACV, AFR, PVD et ZRR (voir leur définition ci-dessous) ; et celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale (MENJ) pour la typologie des communes urbaines et rurales. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes au 1^{er} janvier 2022.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent le département de la Seine-et-Marne.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne correspondent pas à ce concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Typologie des communes

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
- Rurale éloignée peu dense
- Rurale périphérique très peu dense
- Rurale périphérique peu dense
- Bourg
- Petite ville
- Urbaine périphérique peu dense
- Urbaine dense
- Urbaine très dense

[Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.](#)

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2022.

[Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.](#)

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2022.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'oeuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en oeuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces nouvelles entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une entreprise créée et appartenant à la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois *a minima*.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de créations

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans le département. Ce chiffre varie donc pour chaque département.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 08/02/2023.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Seine-et-Marne, Fiche statistique pour l'année 2022. Bpifrance Création, février 2023. »

[Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)